

La bonne croissance allemande en 2015 masque des fragilités

Sans les dépenses budgétaires destinées à gérer la crise des réfugiés, la hausse du PIB serait plus faible.

1,7%

en 2015

Croissance du PIB selon « l'Insee allemand », Destatis, après 1,6 % en 2014

NICOLAS BAROTTE *✉ nicolas.barotte@lefigaro.fr*
CORRESPONDANT A BERLIN

CONJONCTURE L'économie allemande résiste bien. Elle a réalisé en 2015 sa meilleure performance depuis 2011. Avec une croissance de 1,7 %, selon une évaluation rendue publique jeudi par l'Office des statistiques Destatis, l'Allemagne progresse légèrement plus qu'en 2014, où elle avait enregistré 1,6 %, et nettement mieux qu'en 2013, où le pays avait échappé de peu à la stagnation, avec 0,3 %. « La consommation a été le moteur le plus important de l'économie allemande sur l'année 2015 », a noté jeudi le prési-

dent de Destatis, Dieter Sarreither. « Les investissements et le commerce extérieur sont aussi venus soutenir la croissance mais dans une mesure bien moindre », a-t-il ajouté. Autout habituellement fort pour l'Allemagne, le commerce extérieur n'a contribué que pour 0,2 % à la croissance de l'an passé. Quant aux dépenses privées, elles ont progressé l'année dernière de 1,9 %, tandis que les dépenses publiques augmentaient de 2,8 %.

Après le chiffre du chômage, au plus bas depuis 1991, avec seulement 2,6 millions de demandeurs d'emploi, et l'annonce mercredi d'un excédent budgétaire de 12,1 milliards d'euros, l'année

commence sous les meilleurs auspices pour l'Allemagne. Les pronostics de croissance pour 2016 s'établissent sensiblement au même niveau que l'année dernière : 1,6 % pour l'institut IWH, 1,9 % pour l'IFO.

Hausse prévue du chômage

Beaucoup d'incertitudes entretiennent cependant le doute sur la conjoncture mondiale. « L'insécurité géopolitique est inhabituellement élevée, les pays en développement faiblissent », a noté cette semaine Ulrich Grillo, le président du BDI, le patronat allemand. La Chine, marché porteur pour l'Allemagne, inquiète.

Sur le plan intérieur, le gouvernement d'Angela Merkel sera avant tout confronté au défi économique de la crise des réfugiés. Plus d'un million de demandeurs d'asile se trouvent déjà sur le sol allemand et selon toute vraisemblance plusieurs centaines de milliers arriveront en 2016. L'Allemagne s'attend donc à voir le chômage progresser cette année. L'excédent budgétaire allemand sera consacré à l'effort d'intégration, qui passe notamment par la mise à disposition d'infrastructures. Pour l'institut IFO, la crise des réfugiés a déjà coûté 20 milliards d'euros à l'économie.

Pour les économistes, ce mini-plan de relance inquiète paradoxalement.

« Sans ces dépenses supplémentaires, la croissance sera clairement plus faible », a écrit début janvier dans une tribune au Spiegel le directeur de l'institut DIW Marco Fratzscher. Pour lui, les bons chiffres de l'Allemagne font croire à « l'illusion » d'un rebond. Mais le sous-investissement et la faible progression de la productivité promettent de déceptions ultérieures. Pour les experts de la chambre de commerce, la croissance allemande comporte aussi « plus d'apparence que de constance » : elle est « dopée par le faible prix du pétrole, le niveau de l'euro et les taux d'intérêt avantageux », c'est fameux alignement des trois astréscher à François Hollande. ■

L'économie suisse à l'épreuve du franc fort

Le bond de la devise helvétique, voilà tout juste un an, a freiné la croissance. Mais l'industrie a su s'adapter.

ANNE CHEYVIALLE *✉ anne.cheyvialle@lefigaro.fr*

EUROPE L'annonce, il y a tout juste un an, avait provoqué un véritable séisme en terre helvète. La décision prise par la Banque nationale suisse, le 15 janvier 2015, de ne plus maintenir le taux plancher du franc suisse avait entraîné le jour même sa brusque appréciation de 21 % contre l'euro. Les milieux d'affaires ont aussitôt agité le chiffon rouge, s'inquiétant de l'impact négatif sur l'activité. Un an plus tard, la catastrophe économique tant redoutée d'une plongée en récession ne s'est pas produite. Et l'appréciation du franc est retombée à 10 %.

Le choc n'a toutefois pas été sans effet sur l'économie. La croissance a nettement ralenti, de 1,9 % en 2014 à moins de 1 % en 2015, et devrait rester faible en 2016. En première ligne, les exportations ont pâti du franc fort, auquel s'ajoute la conjoncture internationale morose. « La Suisse est une petite économie ouverte, très dépendante du commerce extérieur (les exportations représentent 50 % du PIB, NDLR) », relève Délia Nilles, de l'institut Créa de macroéconomie. La hausse du franc face à l'euro se révèle d'autant plus handicapante que l'Union européenne absorbe 60 % des ventes suisses (dont 45 % pour la zone euro). Logiquement, les exportations ont marqué le pas l'an dernier. La baisse (de 1,1 % entre janvier et novembre) est particulièrement sensible dans l'industrie : - 5 % pour les machines-outils et l'électronique et - 4,3 % pour l'horlogerie, secteur emblématique du savoir-faire helvète. Le secteur subit de plein fouet la baisse de régime de la Chine.

Surtout, le recul de l'export amorcé dès la fin 2014 s'est amplifié au fil des mois. « Tous les indicateurs industriels sont en chute libre, les commandes de l'étranger ont fortement baissé », complète l'experte de Créa. Pis, ajoute-t-elle, la production industrielle, après avoir résisté au premier semestre, affiche un repli. L'emploi commence à être affecté. Swissmem, la fédération professionnelle qui couvre 50 % de l'industrie des machines-outils, équipements électriques et métaux, estime à 10 000 les postes supprimés en 2015, sur 330 000. Depuis l'été, le chômage progresse chaque mois. S'il reste de loin le plus bas d'Europe à 3,7 % en novembre, la courbe est mal orientée. « Les entreprises ont

perdu instantanément 15 à 20 % de marge face aux concurrents étrangers », souligne Philippe Cordorion de Swissmem. Elles ont très vite réagi, précise-t-il, en réduisant les coûts internes, en améliorant la productivité, et en achetant davantage en zone euro.

Délocalisation

« Il était impossible d'augmenter nos prix de vente de 15 % ! » illustre Marc Schuler, PDG de Dixi Polytool, une PME spécialisée dans les outils de coupe en carbure, dont les principaux concurrents sont italiens et allemands. « L'impact du franc ne date pas de janvier 2015, rappelle toutefois le PDG. Le premier choc remonte à 2010. Au total, le franc s'est apprécié de presque 30 % ». Le patron se félicite d'avoir anticipé en implantant un nouveau mode de production. Résultat, il a augmenté la productivité de 20 % et limité les pertes.

La force de la Suisse, outre sa spécialisation haut de gamme, vient de sa grande flexibilité. Les lois du travail, beaucoup plus souples qu'en France, s'appuyant sur des conventions collectives, permettent d'augmenter le temps de travail sans hausse de salaire - beaucoup sont passées en début d'année de 42 à 45 heures - ou au contraire à imposer le chômage partiel. L'autre parade au franc fort est la délocalisation. « Les entrepri-



ses visent les pays d'Europe de l'Est à bas coût et monnaies plus faibles pour rester dans l'Union européenne », précise Blaise Matthey, directeur général de la Fédération des entreprises romandes. Si l'emploi recensé par Swissmem reste stable depuis vingt ans en Suisse, il tend à augmenter à l'étranger. « Nous al-

La Suisse (ici Genève) a perdu en compétitivité à l'international, un an après avoir abandonné le taux plancher de sa monnaie.

J.-C. MARMARA/LE FIGARO

lons vers une spécialisation des emplois à forte valeur ajoutée en Suisse et une délocalisation des postes à faible valeur ajoutée », précise Philippe Cordorion. L'année 2016 s'annonce toujours difficile dans un environnement incertain et un franc toujours surévalué face à l'euro. ■

EN BREF

BAISSE DE L'EMPLOI À DOMICILE CET ÉTÉ

□ Au troisième trimestre 2015, la masse salariale nette de l'emploi à domicile repart à la baisse (-0,9 %), après la hausse ponctuelle (+0,7 %) du trimestre précédent. Ce repli résulte à la fois d'une baisse du nombre d'heures moyen par employeur (-0,9 %) et d'une diminution du nombre d'employeurs (-0,3 %). Sur un an, la baisse du nombre d'heures déclaré est de 3,6 %.

LA GRÈCE ACCEPTE LA PARTICIPATION DU FMI

□ Le gouvernement grec a accepté la participation du FMI au nouveau plan d'aide à la Grèce. L'annonce a été faite jeudi par le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem.

PRÉCISION

□ À la suite de l'article intitulé « Mario Draghi expurge la BCE de toute référence à l'islamisme », publié dans Le Figaro du 13 janvier 2016, la BCE tient à préciser que la suppression de toute référence à la « période purdah » date d'avril 2014. Cette décision n'était aucunement guidée par des considérations religieuses,

Un « coup » monétaire désespéré à moitié réussi

JEAN-PIERRE ROBIN *✉ jean-pierre.robin@lefigaro.fr*

« Boire en Suisse », dit-on de celui qui se désaltère seul ou en secret. C'est dans une solitude absolue que la Banque nationale suisse (BNS) a fait son « coup », annonçant le 15 janvier 2015 qu'elle abandonnait l'objectif de stabilité vis-à-vis de l'euro. Trois jours plus tôt, Jean-Pierre Danthine, vice-président de la BNS, n'avait-il pas expliqué publiquement que « le plancher de 1,20 franc suisse pour un euro » restait la base de la politique monétaire ? Mais pour un banquier central mieux vaut franchement mentir que d'exacerber la spéculation par des propos hésitants.

Christine Lagarde, la patronne du FMI, avoue immédiatement sa « surprise » de ne pas avoir été informée. Le FMI est le « gardien

des régimes de taux de change : or le franc suisse est l'une des devises les plus importantes au monde, et tout changement stratégique de ses responsables peut avoir des conséquences systémiques désastreuses. La « reine Christine » ne se prononce toutefois pas sur « la pertinence » (sic) de l'opération que tout le monde comprend et qui s'apparente à une réaction de désespoir.

La BNS a alors de solides arguments de fond pour sa défense. Certes, la stabilité vis-à-vis de l'euro est vitale, la Suisse réalisant plus de 60 % de son commerce avec l'UE. Mais elle sait que la BCE s'apprête à la lâcher en rase campagne : le 21 janvier Mario Draghi doit annoncer son « assouplissement quantitatif », dont le but recherché est d'affaiblir l'euro. Le franc suisse, la monnaie d'un des pays les mieux gérés et les plus compétitifs

L'économie est techniquement en déflation, et les prix à la consommation ont baissé de 1,1 % en 2015. Mais rien à voir avec les années 1930

GERO JUNG, ÉCONOMISTE EN CHEF DE LA BANQUE MIRABAUD

qui soient, ne pourra plus suivre l'euro.

Si la Suisse a longtemps bénéficié de l'incurie de ses voisins, dont la France qui lui a pendant des siècles confié ses économies, elle en est désormais la victime. La liaison franc suisse-euro est devenue dangereuse : confrontée à des afflux de capitaux étrangers massifs, la BNS doit les dissuader par des taux d'intérêt négatifs. Ce qui alimente la spéculation immobilière dans ses vallées et la déflation sur les cimes.

Incitation à investir

Un an après la rupture du cordon ombilical avec l'euro, le bilan est mitigé. « L'économie est techniquement en déflation, et les prix à la consommation ont baissé de 1,3 % en 2015 et de 0,5 % hors énergie. Mais rien à voir avec les années 1930 », note Gero Jung, économiste en chef de la banque Mirabaud. Même si la BNS a dû instaurer un taux directeur négatif de 0,75 %, les taux créditeurs demandés par les